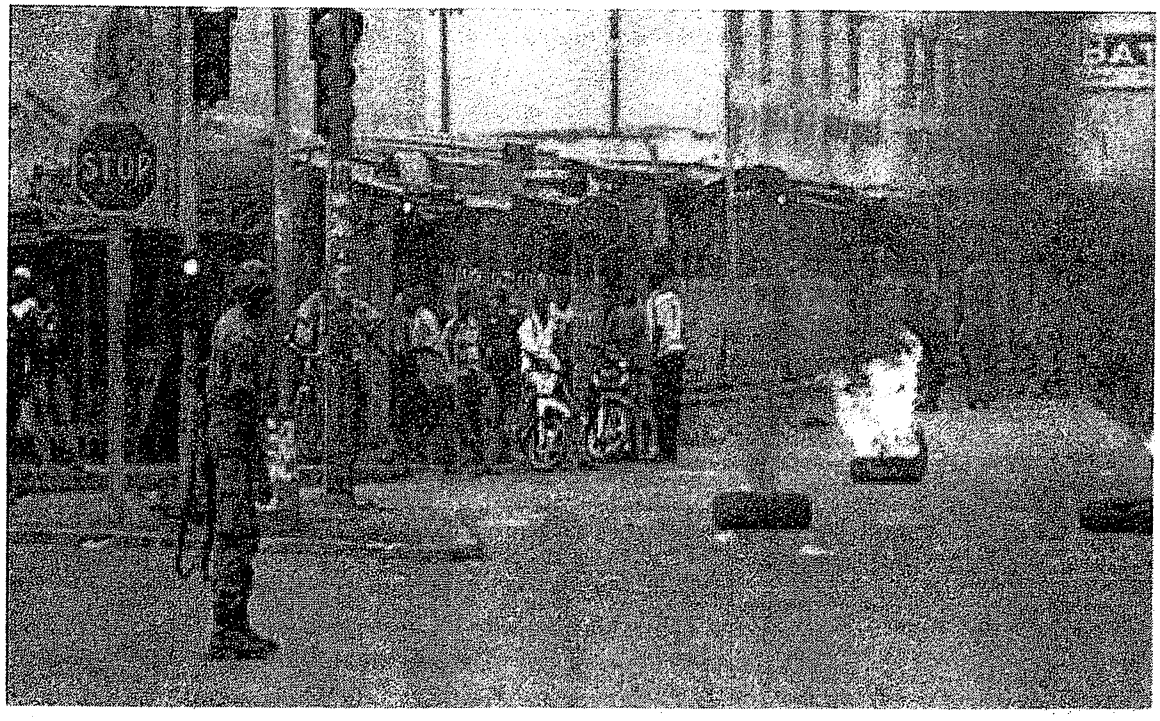
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 | Le 11 mai 2013 | N° 392 | PRIX : 0,60 Euro

MALI



PENDANT QUE LE PAYS S'ENFONCE

DANS UNE GUERRE LARVÉE...

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Mali : Pendant que le pays s'enfonce dans une guerre..

Page 4

Niger : Des jeunes sans emploi en colère manifestent dans la rue

Page 5

Sénégal: Ce que cache l'arrestation de Karim Wade

Pages 6 et 7

Côte d'Ivoire :

-Les courbettes et les doléances du 1er mai, c'est pour blaguer les travailleurs

-Elections municipales et régionales ...

Page 8

Tchad : Arrestations arbitraires des dirigeants des partis de l'opposition

Page 9

Ethiopie : Des paysans expulsés de leurs terres

Page 10

Le capitalisme tue 20.000 enfants par jour dans le monde

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

é d i t o r i a l

MALI

PENDANT QUE LE PAYS S'ENFONCE DANS UNE GUERRE LARVÉE ...

Le 5 avril dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a créé la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali). Il s'agit d'une force armée de 12600 Casques bleus (11 200 soldats et 1 400 policiers) qui sera déployée au nord du Mali à partir du 1er juillet prochain. Elle sera épaulée par l'armée française qui a prévu (selon les dires des autorités françaises) de laisser au Mali environ 2000 soldats jusqu'en juillet et 1000 jusqu'à la fin 2013. Mais en cas de besoin le gouvernement français a déjà fait savoir qu'il n'hésitera pas à mobiliser ses bases arrières stationnées en permanence au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Tchad.

C'est dire que contrairement à la propagande diffusée par les dirigeants maliens qui laissent entendre que la guerre est déjà gagnée et qu'il s'agit tout juste de "consolider la paix", la réalité est toute autre. Certes, grâce à l'intervention de l'armée française, la rébellion islamiste a subi des revers et a dû lâcher son emprise sur les villes du nord qui étaient sous sa coupe mais elle est loin d'être anéantie. Certains de ses éléments se sont mélangés avec la population, d'autres ont traversé les frontières. Le 4 mai dernier, deux soldats maliens sont morts dans la localité de Hamakouladji (40 km au nord de Gao) lors d'un attentat suicide perpétré par un djihadiste qui s'est fait exploser au milieu d'une patrouille de l'armée malienne. Un autre attentat du même genre a eu lieu ce 10 mai à Ménaka (non loin de la frontière avec le Niger) contre une caserne occupée par des soldats nigériens. Il y a déjà eu plusieurs autres attaques-suicide depuis la reconquête des principales villes du nord.

Le Mali s'est donc vraisemblablement installé dans une guerre larvée pour une longue période. Les premiers à souffrir de cette situation ce sont les populations pauvres. Même si les médias gouvernementaux du Mali annoncent que les populations qui avaient fui les villes du Nord à cause de la guerre reviennent sur leurs lieux d'habitation, ce n'est que de façon marginale. Ces mêmes médias ne parlent pas de ceux qui ont quitté les villes du Nord (et qui continuent toujours de partir) depuis l'arrivée des troupes maliennes dans ces villes. En effet l'armée malienne s'est particulièrement distinguée depuis la reconquête des grandes villes du Nord, dans des actes de barbarie envers des ressortissants arabes, touarègues et songhaïs. Des cas de torture et d'exaction sur des civils innocents ont été révélés récemment par des organisations des droits de l'homme. Les soldats ayant pratiqué ces actes n'ont même pas été inquiétés par leur hiérarchie. Tout juste si quelques-uns d'entre eux ont été mutés vers d'autres lieux.

Donc, si on assiste en effet à un petit retour des réfugiés vers Gao et Tombouctou, il s'agit essentiellement de ceux qui avaient fui vers ...: / ...

Bamako et d'autres grandes villes du Sud. Mais cela ne doit pas masquer le fait que pendant ce temps-là d'autres habitants quittent Gao et Tombouctou pour ne pas subir d'exactions.

Plus que jamais la population malienne est divisée entre les "Sudistes" et les "Nordistes". Ces derniers (c'est-à-dire les Touaregs, Arabes et Songhaïs) sont soupçonnés d'être des "séparatistes" et des "traîtres". Cela ne favorisera pas la bonne la cohabitation entre les différentes composantes de la population et l'on sait où cela peut conduire. Certes, le Mali n'est pas le Rwanda ou la RDC, mais l'exacerbation des sentiments ethniques, régionalistes ou nationalistes peut conduire à une barbarie sans nom.

L'avenir pour les exploités n'est ni dans le maintien des frontières telles qu'elles ont été tracées arbitrairement par les colonisateurs, ni dans l'isolement ethnique ou culturel mais au contraire dans l'union de leurs forces pour combattre ensemble l'exploitation capitaliste, l'oppression et la dictature. Les travailleurs, quelles que soient leur ethnie, leur couleur de peau ou leur nationalité, ont partout les mêmes intérêts. Leur avenir commun c'est de se débarrasser de cette société bâtie sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour en construire une autre, plus juste, sans oppression et sans frontières entre les peuples. Cela passe par la création d'organisations prolétariennes révolutionnaires et internationalistes se donnant comme programme le communisme.

MALI

DES LEADERS TAMASHEQ REVENDIQUENT LEUR PLACE À LA MANGEOIRE

A l'occasion de la présentation de leur « Plateforme pour la paix », des leaders tamasheqs ont tenu en avril dernier une conférence de presse à la Maison de la presse de Bamako : Selon Moussa Mara, initiateur de cette « plateforme », par ailleurs président d'un parti politique « Yèlèna » et probable candidat à la prochaine présidentielle, le but de cette plateforme est d'aider au « retour de la paix et de la stabilité » et d'affirmer l'« attachement de la communauté Kel Tamasheq à la République, à la laïcité, à la démocratie... ».

Au cours de la présentation de cette « plateforme », Ahmed Mohamed Ag Hamani, ancien Premier ministre d'Amadou Toumani Touré, ancien ambassadeur à Bruxelles sous Alpha Konré et plusieurs fois ministre au temps de Moussa Traoré, a notamment déclaré : « Je n'ai jamais été consulté par l'autorité pour le problème du nord depuis 1992. Pis, on me reproche d'avoir même financé les rebelles depuis l'extérieur. Or j'ai été l'une des premières victimes de la rébellion. Pourtant je suis bien placé pour être consulté».

Quant à Mohamed Ag Erlaf, ancien ministre de l'Environnement, il a affirmé que tous les Touaregs ne sont pas des rebelles avant d'ajouter : « A cause de la couleur de la peau de mes enfants, on les appelle des rebelles à l'école». Cela ressemble fort à un appel du pied en direction des dirigeants actuels.

En effet, avec la guerre au Mali, les Touaregs ainsi que d'autres ethnies du nord qualifiées de "peau claire" ou assimilées comme telle, sont considérés comme des rebelles ou du moins des complices ou des collaborateurs. Ce que veulent les leaders de la « Plateforme », c'est que les autorités les rétablissent dans leurs droits. Ils revendiquent eux aussi, leur place à la mangeoire gouvernementale.

Aux dernières nouvelles, des représentants de cette « plateforme » ont été reçus le 7 mai dernier par Dioncounda Traoré qui leur a promis de les inviter à participer à un prochain « séminaire » sur la réconciliation au Mali. Dont acte.

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

NIGER

DES JEUNES SANS EMPLOI EN COLÈRE MANIFESTENT DANS LA RUE

Des jeunes sans emploi de Diffa, une région située à l'extrême est du Niger sont descendus le 3 mai dans la rue pour laisser éclater leur colère contre les sociétés d'exploitation de pétrole dont une société chinoise, et contre le gouvernement. Il y a eu de la casse sur leur passage. Pour soutenir leurs camarades de Diffa et pour eux-mêmes, des jeunes sans emploi de la région du lac Tchad ont mis le feu au Palais de justice et à un camping touristique.

A Diffa même, pendant deux jours, des mouvements similaires ont conduit à des affrontements avec les forces de l'ordre dans les quartiers. Il y a eu trois blessés parmi les manifestants et plusieurs arrestations.

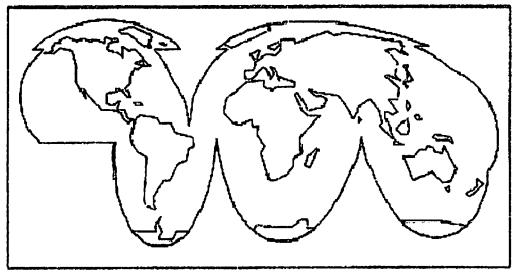
Les jeunes dénoncent les recrutements qui se font uniquement à Niamey au détriment des régions. Ils dénoncent aussi les réseaux maffieux des agences de placement de la main d'œuvre dans le secteur pétrolier. Ils exigent une augmentation des salaires, la résiliation des contrats de recrutement entre les sociétés et les agents de placement de la main d'œuvre, le recrutement immédiat de 5.000 ouvriers dans leur région, etc.

Depuis fort longtemps des firmes capitalistes, en particulier françaises (AREVA), exploitent d'importants gisements miniers dont l'uranium dans le nord du Niger. A cela vient maintenant s'ajouter depuis novembre 2011 l'exploitation du champ de pétrole de Diffa. Les jeunes de la région espèrent trouver du travail, et améliorer leurs conditions de vie misérables. Or la plupart des employés nigériens de cette société, y compris les plantons, les gardiens, les manœuvres, etc. sont recrutés à Niamey au détriment des locaux. La goutte d'eau qui fait déborder le vase, c'est le récent recrutement dans cette ville de 21 ouvriers non qualifiés par la China National Petroleum Corporation. Des jeunes de Diffa sont alors sortis dans la rue pour manifester.

Il a fallu que le gouvernement nigérien dépêche d'urgence un émissaire de Niamey pour calmer les jeunes en colère : il a ordonné la libération sans condition de tous les manifestants arrêtés, la mise en place d'un comité technique pour étudier toutes les revendications des jeunes sans travail.

Ils ont mis en garde le représentant du gouvernement qu'ils sont prêts à redescendre dans la rue s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSEZ-VOUS

SÉNÉGAL

CE QUE CACHE L'ARRESTATION DE KARIM WADE

Le 17 avril, Karim Wade a été incarcéré dans une cellule de la prison de Rebeuss suite à une accusation d'enrichissement illicite. Selon les autorités sénégalaises, sa fortune estimée à plus d'un milliard d'euros, est le fruit de diverses malversations et détournements de l'argent public.

Karim Wade devant la prison de Rebeuss

Son père, à l'époque où il était président, n'est pas étranger à son enrichissement fulgurant. Non seulement il lui a fait bénéficier de contrats juteux tels que l'aménagement du nouvel aéroport, la construction d'une extension du port de Dakar, sans compter les hôtels, le Centre de conférences et divers autres travaux, mais en plus il a été propulsé à la tête de plusieurs ministères importants. Cela lui a valu le surnom de "ministre du Ciel et de la Terre".

Le procès de Karim Wade n'a pas encore commencé mais ses partisans crient déjà au "complot" et au "procès politique". Ils disent qu'il faut poursuivre aussi Macky Sall car quand il était ministre de Wade, lui aussi s'était rempli les poches. Ce en quoi ils n'ont pas forcément tort.

Il est fort probable que Karim Wade s'en sorte à moindre mal comme ce fut le cas d'Idrissa Seck, l'ancien Premier ministre de Wade tombé en disgrâce. Celui-ci avait passé sept mois dans la même prison de Reubeuss à la suite d'une accusation de détournement de fonds publics avant d'être innocenté le 7 février 2007. En vérité, il y a eu un arrangement entre lui et son "père spirituel" Wade. Karim Wade fera aussi un petit séjour dans une maison d'arrêt où il aura droit à toutes sortes de facilités et de conforts pour ne pas trop souffrir et puis il en sortira après des arrangements avec le pouvoir actuel.

Tous ces gens se connaissent et font partie du même panier de crabes. Le vol et la prédation des biens publics font partie de leurs activités favorites. Mais avant tout, ce sont des serviteurs du système capitaliste, de tous ceux qui s'engraissent en exploitant les travailleurs et les petits paysans, en les réduisant à la misère en toute "légalité".

L'arrestation de Karim Wade ne fera certainement pas pleurer les travailleurs mais son cas ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Car ce que cherche Macky Sall c'est de détourner les mécontentements de la population qui souffre de la cherté de la vie, du blocage des salaires, du mauvais fonctionnement des services publics et de biens d'autres défaillances de l'Etat dans les domaines concernant la vie quotidienne des petites gens.

++++++++++++++++++

++++++++++

++++++++

SÉNÉGAL

DES EMPLOYÉS DE LA MAIRIE DE DAKAR MANIFESTENT POUR LE PAYEMENT DE LEURS SALAIRES

Ce 9 mai, des employés de la mairie de Dakar ont manifesté pour exiger le payement de 8 mois d'arriéré de salaires que 63 d'entre eux n'ont pas encore touché. Certains parmi eux sont des salariés d'écoles maternelles, d'autres sont balayeurs de rues. Ils ne peuvent plus attendre indéfiniment le payement de leurs dûs et ne font plus confiance aux autorités qui leur font la promesse de les verser. Des habitants des quartiers populaires leur ont apporté leur soutien car ils savent très bien que dans cette période où presque chaque jour les prix des denrées augmentent, une famille qui n'a pas de revenu est condamnée à la misère.

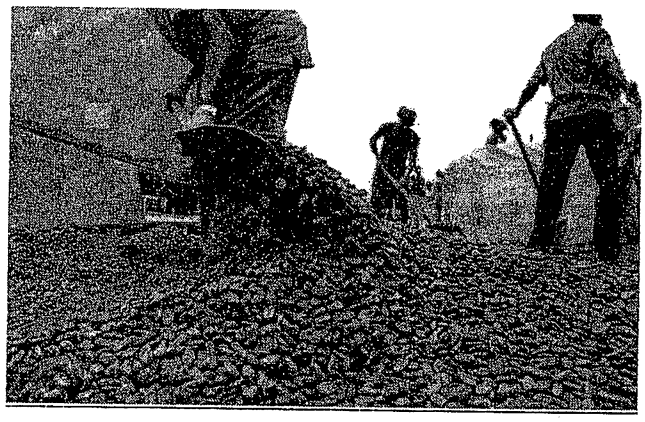
Nombreux parmi les habitants des quartiers populaires ont voté pour Macky Sall lors de la dernière élection présidentielle car ils croyaient que l'arrivée au pouvoir de celui-ci allait apporter une petite amélioration dans leur vie quotidienne. Mais c'est toujours le mépris des autorités envers les classes pauvres qui continue pendant que la cherté de la vie réduit encore plus le pouvoir d'achat des plus démunis. C'est entre autres pour détourner la colère des petites gens que Macky Sall fait tout un cinéma autour de sa prétendue lutte contre l'enrichissement illicite en procédant à l'arrestation de Karim Wade et de quelques-uns de ses comparses.

CÔTE D'IVOIRE

LES COURBETTES ET LES DOLÉANCES DU PREMIER MAI C'EST POUR BLAGUER LES TRAVAILLEURS

Le 1er mai, c'est le jour tant attendu par les dirigeants des syndicats Ugtci, Dignité, Fesaci et consort. Ce jour-là, les riches leur donnent l'autorisation de parader devant eux et leurs représentants au pouvoir. Ils se courberont en quatre pour leur remettre le traditionnel « cahier de doléances » dont ces gens-là n'en n'ont cure ! Tout cela n'est que comédie ! A chaque 1er mai les dirigeants syndicaux font croire que les grands patrons et leurs serviteurs au pouvoir vont les écouter pour améliorer enfin la situation des travailleurs. Cela fait presque 20 ans que ces gens-là demandent en vain le passage du salaire minimum à 60.000 Fr. Non seulement ils n'ont pas eu gain de cause, mais cela fait autant d'années que la situation des travailleurs ne cesse de se dégrader sans que les dirigeants syndicaux ne bronchent ! Aujourd'hui, combien sont-elles donc les familles de travailleurs tombées dans la misère, au point de ne plus pouvoir se soigner ni payer leur logement ?

Si les courbettes envers les riches pouvaient être payantes pour les travailleurs, ça se saurait depuis.



Ramassage de cacao à Abidjan en janvier 2011

D'ailleurs, Ouattara depuis deux ans qu'il est au pouvoir, n'a même pas daigné leur rendre la politesse par sa présence. Ce qui fait dire à Mahan Gahé, le dirigeant de la centrale Dignité, qu'il est « *triste de constater que le 1er mai,*

Alassane Ouattara est absent. C'est tous les travailleurs de Côte d'Ivoire qui sont tristes ».

Vraiment, on n'a pas l'impression d'entendre un type que Ouattara a jeté en prison durant deux ans, parce qu'il avait misé sur le perdant Gbagbo contre le gagnant Ouattara.

Mais avec des lamentations de ce genre, Mahan Gahé est peut-être sur le bon chemin pour que Ouattara lui propose un jour un petit poste dans son gouvernement où il pourra user de son « talent » pour continuer à duper les travailleurs !

Non, les intérêts des centrales syndicales et de leurs dirigeants ne sont pas du tout les mêmes que ceux des travailleurs qu'ils prétendent représenter. Mahan Gahé, qui n'est pas pire que ses confrères, vient de déclarer que « Bédié a toujours placé les confédérations syndicales sur un plateau d'or ». Il a oublié seulement d'ajouter que c'est aussi depuis la présidence de celui-ci que les travailleurs ont basculé dans la précarité en devenant des journaliers à vie et que même son champion Gbagbo au pouvoir durant dix ans n'y a pas mis fin ! Et pour cause ! La « politique sociale » de tous ces gens c'est de servir au mieux les intérêts des riches !

CÔTE D'IVOIRE

ÉLECTIONS MUNICIPALES ET RÉGIONALES LUTTES ENTRE RAPACES POUR LA MANGEOIRE !

Les élections municipales et régionales qui viennent de se tenir étaient une foire d'empoigne entre prétendants à la mangeoire, comme les élections présidentielles qui les avaient précédées. Tous les coups étaient permis. Les plus forts l'ont emporté. Le FPI, le parti de Gbagbo, n'a pas participé à ces élections, ayant appelé au boycott.

Le taux de participation à l'échelle nationale est de 44% pour les régionales et 36% pour les municipales. Quand on compare ces résultats avec ceux obtenus aux dernières élections locales qui datent de 2001-2002, plus de dix ans auparavant, on peut constater que l'impact du boycott appelé par le FPI est quasi nul. En 2001-2002, c'était le FPI qui était au pouvoir. Aucun parti n'avait alors appelé au boycott. Le taux de participation avait été alors moins important pour les élections régionales (28%, contre 44% cette fois-ci). Le taux est sensiblement le même, à 3% près, pour les élections municipales.

Pour ces élections locales, comme c'était le cas pour les présidentielles, il ne faut pas chercher une base idéologique différente entre les uns et les autres. Leur assise est fondamentalement ethniste, clientéliste et souvent mafieuse. S'il y a à boire et à manger pour le candidat gagnant, il y en aura aussi un peur pour sa petite clique.

Le plus souvent, la sélection des candidats par leurs partis respectifs, pour ne parler que ceux du Pdci et du Rdr, s'est aussi effectuée sur une base clientéliste. Du coup, face à ces candidats « parachutés » se sont aussi présentés d'autres issus de ces mêmes partis mais en concurrence avec les candidats officiels. Ceux-là, se sont présentés sous l'étiquette de « *candidats indépendants* », tout juste le temps d'une élection, pour arborer à nouveau le drapeau du Pdci ou du Rdr, une fois la farce électorale terminée. Dans la grande majorité des cas, ce sont ces candidats dits indépendants qui ont emporté la victoire ; le candidat officiel n'ayant pas le plus souvent une assise locale suffisante pour s'imposer. L'exemple le plus éloquent est celui du Secrétaire général du Rdr, Amadou Soumahoro. Il a perdu à Séguéla face à un adversaire qui était lui aussi issu du même parti.

Si le positionnement à la mangeoire était donc une tâche bien difficile au sein d'un même parti, on peut alors deviner la bagarre de chiffonniers qu'il y a eu au sein du Rhdp qui, rappelons-le, regroupe essentiellement le Pdci de Konan Bédié et le Rdr d'Alassane Ouattara. Leur alliance a failli, dit-on, exploser à cette occasion. Dans bien des localités, en face du candidat du Rhdp, il y avait aussi un candidat du Pdci et un autre du Rdr se présentant sous l'étiquette de candidat « *indépendant* ».

Au final, à l'échelle nationale, ce sont ces candidats dits indépendants qui sont arrivés en tête, suivis du Rdr et du Pdci. Mais globalement c'est tout de même le Rdr de Ouattara qui l'a emporté.

A l'image des élections présidentielles, tous les coups étaient permis : triches, bourrages d'urnes, achats d'électeurs, usage de violence, etc.

Ainsi, à Yamoussoukro, le commissaire de la Cei locale (Commission électorale indépendante), un propriétaire de pharmacie, a été attrapé avec des cartes d'électeurs et des cartes d'identité dans son sac. A Koumassi, les partisans armés de Cissé Bakongo (un haut dirigeant du Rdr et actuel ministre de l'Enseignement supérieur ont semé la peur dans les rues de cette commune, telle une bande de gangsters qu'ils sont, parce que leur candidat (Bakongo) a été battu par le maire sortant.

A Treichville, le multimilliardaire, candidat sortant du Pdci, Amichia François, s'est imposé en procédant à des bourrages et des vols d'urnes, comme d'ailleurs son adversaire malheureux du Rdr.

Au Plateau, à Port-Bouët et à Abobo, les maires sortants l'ont emporté, même ceux qui n'ont rien fait de bon durant leur mandat. C'est le cas de la commune d'Abobo, avec son maire issu du Rdr (depuis plus de 10 ans), qui cumule actuellement les fonctions lucratives de député, maire et ministre des Mines. Malgré l'état délabré de cette commune, ce candidat l'a emporté haut la main face à ses adversaires. Et pour cause !

A Bangolo, c'est un lieutenant de douane qui s'est illustré. Il s'agit du fils d'un ex-député de la région. Ayant été à bonne école, il a fait des dons à tous les villages de sa circonscription, en arrosant les chefs de villages en bœufs, en tôles et en chevrons de bois. Sauf qu'à ce jeu, il a certainement trouvé plus offrants que lui. Ayant alors perdu les élections, il aurait aussitôt envoyé ses sbires récupérer les "dons", en tout cas ce qui pouvait encore l'être.

Du côté Fpi, la situation n'était pas moins loufoque. Le parti a appelé au boycott. Mais dans les localités où son représentant local estimait qu'il avait une chance de l'emporter, il se présentait sous l'étiquette « *indépendant* ». C'est ainsi qu'une quinzaine de dirigeants du Fpi ont été élus et aussi exclus du parti.

A l'issue de ces élections, Ouattara a dit que la forte participation des candidats indépendants « *montre l'émergence et le dynamisme de la démocratie* ». Il a aussi indiqué aux heureux élus qu' « *ils n'auront plus à aller soudoyer des personnes pour obtenir leurs budgets. En revanche,* leur aurait-il indiqué, *aucun détournement de fonds ne sera toléré* ». Tâche bien difficile, quand on sait qu'eux tous sont justement là pour ça !

TCHAD

ARRESTATIONS ARBITRAIRES DES DIRIGEANTS DES PARTIS DE L'OPPOSITION

Sous prétexte de « tentative de coup d'Etat » le pouvoir organise début mai une véritable chasse à l'homme dans le milieu politique, mais aussi parmi ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique du régime.

Au moins sept personnes, dont deux députés et des officiers sont sous les verrous. Des dirigeants de l'opposition tels que Saleh Kebzabo et Yorongar ont été convoqués sans motif par la police judiciaire. Juste avant cette vague d'arrestations arbitraires, Nomaye Madana, un haut fonctionnaire de l'Education nationale a été tué par balle, sans doute par les sbires du régime.

Cette répression qui s'abat sur des Tchadiens de l'intérieur n'épargne pas ceux de l'extérieur. Ainsi un opposant qui vit en exil au Sénégal depuis 2005 vient d'être expulsé vers la Guinée-Conakry. Mais l'ancien dictateur Habré dont les victimes ou les parents des victimes réclament à cor et à cri, depuis plus de 20 ans, l'extradition vers la Belgique pour y être jugé pour « crimes contre l'humanité », vit toujours à Dakar sans être inquiété.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir par les armes avec le soutien actif du gouvernement français, le dictateur Deby invente maints

prétextes pour éliminer les opposants ou autres personnes qu'il juge « indésirables ». Tantôt pour « tentative de coup d'Etat », tantôt pour « complots » contre sa personne ou autre motifs fabriqués de toutes pièces. Comme d'habitude l'impérialisme français qui continue de soutenir son régime fait semblant de s'indigner mais laisse faire. Les intérêts de la bourgeoisie française dans ce pays passent avant toute chose.

ÉTHIOPIE

DES PAYSANS EXPULSÉS DE LEURS TERRES

Une famille de petits paysans en Ethiopie

Dans l'Ouest de l'Ethiopie des milliers de paysans sont expulsés de leurs terres. Ils habitent la région d'Amara, ils sont cultivateurs de génération en génération et ne quittent jamais leur région dotée de terres riches. Les autorités ont envoyé la police pour les déloger et les expulser vers le Sud. Afin de ne pas faire trop de bruit autour de ces expulsions arbitraires et révoltantes, et de réduire par la même occasion tout risque de révolte des paysans, les expulsions se font par petits groupes de deux ou trois familles. Lorsque les expulsés demandent des explications, on leur dit qu'ils seront informés plus tard. Le gouvernement avance comme raison officielle qu'il est en train de favoriser la politique de villagisation de la région. Ceux qui refusent sont expulsés.

Ce phénomène n'a pas commencé aujourd'hui. Depuis quelques années les autorités agissent de la même manière. Aujourd'hui on se rend compte que des dizaines de milliers de paysans ont ainsi été déplacés vers le sud. Quelques-uns qui ont réussi à retourner vers leur région d'origine malgré l'interdiction des autorités, ont constaté que leurs terres ont été vendues à de riches particuliers qui ont commencé à les exploiter.

Les organisations d'opposition éthiopiennes mènent une campagne de dénonciation en déclarant que le gouvernement mène une politique de « nettoyage ethnique contre les amharas » en procédant à « des expulsions massives ». Il faut croire que ces oppositions petites bourgeoises, en majorité amhara, se sentent surtout touchées dans leur micro-nationalisme. Le fait est que, ce ne sont pas les seules populations amharas qui sont concernés par cette situation. les autorités ont fait la même chose dans une région voisine, le « Gambela ». Là aussi ce sont des dizaines de milliers de paysans qui sont expulsés.

Depuis des années le gouvernement procède à des ventes ou locations des terres fertiles à des riches particuliers ou à des financiers internationaux. De 2008 à 2011, l'Ethiopie a mis en location au moins 3,6 millions d'hectares de terre. A Gambela 42% des terres cultivables sont commercialisées et proposées à la location aux investisseurs. D'autres régions sont tout autant concernées.

Il est clair que le soi-disant programme de villagisation, c'est de la poudre aux yeux. C'est une propagande pour endormir la population et mettre en coupe réglée leurs terres pour le grand bien des grands capitalistes à la recherche de bonnes affaires sur le dos des petits paysans.

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

LE CAPITALISME TUE VINGT MILLE ENFANTS PAR JOUR DANS LE MONDE

Selon les chiffres de l'ONU pour l'année 2011, sept millions d'enfants sont morts, avant d'atteindre l'âge de cinq ans, dont presque la moitié dans le mois suivant leur naissance. Cela fait 20 000 enfants morts chaque jour à cause de l'absence d'hygiène et d'accès aux soins, c'est-à-dire à cause de la misère.

Dans une maternité de Kinshasa au Zaïre

Les populations qui habitent l'Afrique subsaharienne, surtout les gens qui sont pauvres savent que d'année en année les réalités chez eux ne font que s'empirer. Même l'ONU qui est un organisme dépendant des grandes puissances, le reconnait puisque selon ses estimations, le taux de mortalité de ces enfants serait passé dans cette région, de 37% en 1990 à 40% en 2010 et à encore plus en 2011.

Cette réalité n'est pas une fatalité, elle est due à la continuelle dégradation des conditions générales de vie des populations. Lorsque la maman et l'enfant ne mangent pas à leur faim, l'enfant ne peut qu'être affaibli et son organisme n'est pas en mesure de se défendre contre les microbes. Des maladies même bénignes facilement guérissables font leur retour en force parce que les maternités, lorsqu'elles existent, manquent de moyens ne serait-ce que de désinfectants, d'eau potable, de lits en quantité suffisante, de cabinets de toilettes corrects, etc. C'est vrai dans les bourgs et les villages où il faut faire de nombreux kilomètres pour trouver une maternité, mais c'est une situation qui a tendance à s'aggraver aussi dans les quartiers en périphérie des grandes villes où les travailleurs et les gens pauvres vivent.

Tout le monde n'est cependant pas logé à la même enseigne. Les familles habitant les riches quartiers résidentiels de nos pays sont bien pourvues car dans ces endroits ou dans des lieux proches, de multiples structures de santé bien équipées et climatisées existent et peuvent accueillir mères et enfants. Il suffit pour cela de mettre la main à la poche. Avoir de l'argent est un casse-tête dans les chaumières et les habitations précaires, ce n'est pas un problème dans les demeures cossues ou les villas.

Les grandes puissances et les dirigeants africains n'ignorent pas cette situation mais cela n'est pas une préoccupation pour eux. Ils se donnent bonne conscience en se défaussant sur divers organismes et ONG.

La science et la médecine font des progrès, mais ceux-ci ne se traduiront en bien-être pour les travailleurs et les populations pauvres, que lorsque le capitalisme sera balayé. Alors chaque enfant pourra vivre et avoir sa place.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.